

## 5.4 Revenus des ménages

En 2012, le **revenu disponible brut des ménages (RDB)** ralentit nettement en valeur, progressant seulement de 0,9 % après + 2,7 % l'année précédente. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale s'accroît de 1,9 % après + 2,1 %, les prix de l'énergie augmentant plus modérément qu'en 2011. Le **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut recule ainsi de 0,9 % après avoir progressé de 0,7 % en 2011. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, se replie de 1,5 % alors qu'il était stable en 2011 : c'est la plus forte baisse depuis 1984 (- 1,9 %). Le ralentissement du revenu disponible brut de 1,8 point en valeur est imputable aux revenus du patrimoine, aux revenus d'activité ainsi qu'aux impôts courants sur le revenu et le patrimoine. Seules les **prestations sociales** constituent un facteur d'accélération du revenu disponible (+ 0,4 point).

Globalement, les revenus de la propriété perçus par les ménages décélèrent fortement. Les intérêts nets (reçus moins versés) sont bien orientés, soutenus notamment par la hausse du taux du livret A et le relèvement des plafonds des livrets A et de développement durable. En revanche, les dividendes perçus par les ménages sont moins dynamiques qu'en 2011 (+ 1,9 % après + 6,4 %) en lien avec la dégradation des résultats des entreprises. Les revenus de la propriété attribués aux ménages dans le cadre de leur assurance-vie diminuent fortement (- 4,0 % après + 5,6 %).

Par ailleurs, la masse salariale nette reçue par les ménages ralentit à + 1,6 % après + 2,5 % en 2011, reflétant le recul de l'emploi et le léger fléchissement du salaire moyen net par tête. Le revenu des entrepreneurs individuels freine également (+ 1,7 % après + 2,7 %), en ligne avec la dégradation de l'activité.

En 2012, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages accélèrent nettement (+ 10,2 % après + 6,3 % en 2011), sous l'effet essentiellement de la mise en œuvre de nouvelles mesures fiscales : la désindexation du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la modification du régime de taxation des plus-values immobilières, la révision des modalités de déclarations de revenus (cas des mariages, Pacs et divorces), la hausse des taux de prélèvements sociaux sur les revenus du capital et l'instauration d'une contribution exceptionnelle sur la fortune.

Les prestations sociales reçues par les ménages accélèrent (+ 4,0 % après + 2,8 %). La croissance des prestations du régime général est essentiellement portée, d'une part par la branche vieillesse du fait de l'augmentation tendancielle du nombre de retraités et d'autre part par la branche famille suite à la revalorisation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire. En outre, les prestations de l'Unedic accélèrent nettement (+ 5,2 % après - 0,4 %) avec la hausse du chômage. ■

### Définitions

**Pouvoir d'achat** : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

**Revenu primaire** : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers...).

**Déflateur, prestations sociales (ou transferts sociaux), revenu disponible brut des ménages (RDB), unité de consommation** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2013.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2013.
- « Revenus d'activité des non-salariés en 2010 – Les indépendants « classiques » gagnent sept fois plus que les auto-entrepreneurs », *Insee Première* n° 1448, mai 2013.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Revenus des ménages 5.4

### Du revenu primaire au revenu disponible brut des ménages

en % du revenu primaire

	1960	1970	1980	1990	2000	2010 (r)	2012
<b>Revenu primaire brut (en milliards d'euros)</b>	<b>34,3</b>	<b>92,9</b>	<b>340,6</b>	<b>753,9</b>	<b>1 058,3</b>	<b>1 436,6</b>	<b>1 514,0</b>
<b>Revenu primaire brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	33,7	27,6	20,9	20,3	19,8	18,9	18,8
Rémunération des salariés	61,2	67,1	73,3	71,2	71,5	72,5	72,5
Revenus du patrimoine	5,1	5,3	5,8	8,5	8,8	8,6	8,7
<b>- Transferts nets de redistribution</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 8,3</b>	<b>- 11,7</b>	<b>- 12,0</b>	<b>- 13,7</b>	<b>- 10,1</b>	<b>- 11,6</b>
Prestations sociales reçues	15,4	18,3	22,2	25,1	26,0	28,9	29,4
Cotisations sociales versées	- 16,7	- 21,3	- 27,5	- 30,5	- 27,5	- 28,3	- 28,9
Impôts sur le revenu et le patrimoine	- 4,4	- 5,5	- 6,9	- 7,6	- 12,6	- 11,4	- 12,7
Autres transferts courants	0,7	0,2	0,5	0,9	0,4	0,7	0,6
<b>= Revenu disponible brut</b>	<b>95,0</b>	<b>91,7</b>	<b>88,3</b>	<b>88,0</b>	<b>86,3</b>	<b>89,9</b>	<b>88,4</b>
<b>Revenu disponible brut (en milliards d'euros)</b>	<b>32,6</b>	<b>85,2</b>	<b>300,6</b>	<b>663,2</b>	<b>913,3</b>	<b>1 290,9</b>	<b>1 338,4</b>

Champ : y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

### Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat

en %

	1960	1970	1980	1990	2000	2010 (r)	2012
<b>Revenu disponible brut (RDB) en milliards d'euros</b>	<b>32,6</b>	<b>85,2</b>	<b>300,6</b>	<b>663,2</b>	<b>913,3</b>	<b>1 290,9</b>	<b>1 338,4</b>
Évolution du revenu disponible brut	11,5	12,5	13,5	6,2	5,5	2,0	0,9
Évolution du prix de la dépense de cons. finale des mén.	3,3	5,1	12,8	2,8	2,4	1,1	1,9
Évolution du pouvoir d'achat du RDB <sup>1</sup>	8,0	7,1	0,6	3,3	3,0	0,9	- 0,9
Évolution du pouvoir d'achat par personne	7,0	6,1	0,1	2,8	2,3	0,4	- 1,4
Évolution du pouvoir d'achat par ménage	6,9	5,1	- 0,8	2,1	1,6	0,0	- 1,9
Évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation	7,1	5,8	- 0,3	2,6	2,2	0,4	- 1,5

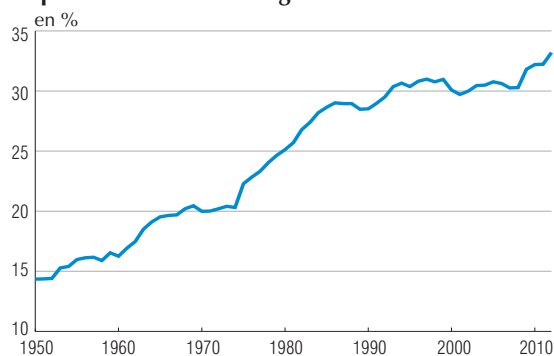
1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Note : évolutions par rapport à l'année précédente.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

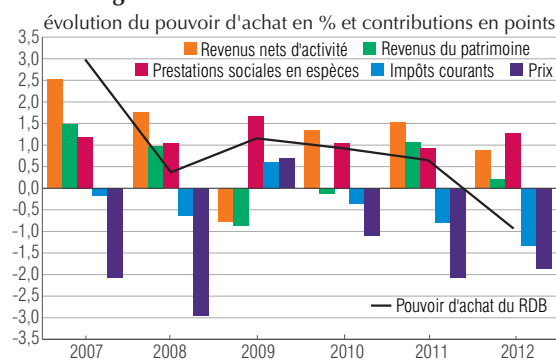
Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

### Part des prestations sociales dans le revenu disponible brut des ménages de 1950 à 2012



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

### Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

### Revenu disponible des ménages par habitant dans l'Union européenne en 2011

	Revenu médian <sup>1</sup>			Revenu médian <sup>1</sup>			Revenu médian <sup>1</sup>	
	en euros	en SPA <sup>2</sup>		en euros	en SPA <sup>2</sup>		en euros	en SPA <sup>2</sup>
Allemagne	19 043	18 242	<b>France</b>	<b>19 995</b>	<b>18 058</b>	Pologne	5 025	8 207
Autriche	21 319	20 252	Grèce	10 985	11 482	Portugal	8 410	9 584
Belgique	20 008	17 995	Hongrie	4 535	7 017	Rép. tchèque	7 451	9 859
Bulgarie	2 901	5 701	Irlande	19 726	16 829	Roumanie	2 116	3 556
Chypre	17 214	19 240	Italie	15 972	15 515	Royaume-Uni	17 136	16 805
Croatie	5 543	7 305	Lettonie	4 150	5 666	Slovaquie	6 306	8 856
Danemark	26 394	18 681	Lituanie	4 005	6 165	Slovénie	11 999	13 809
Espagne	12 514	12 907	Luxembourg	32 538	26 669	Suède	22 506	18 475
Estonie	5 598	7 338	Malte	10 862	14 034	<b>UE</b>	<b>14 811</b>	...
Finlande	21 826	17 744	Pays-Bas	20 310	18 752			

1. Revenu par unité de consommation.

2. Standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays.

Note : revenu annuel.

Source : Eurostat.